



Gouvernement
**Yombouno
marque
son bilan
commercial**
Page 9



Pr Saliou Sylla, à
propos de l'extradition
de Toumba :
**« Sako est
un ministre
trop bavard »**
Page 2



L'opposition boude
un vote au Parlement
**La mère de Kassus à
l'origine du boycott**

le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°544 • LUNDI 16 JANVIER 2017 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Présidence de la Féguifoot
**Un carnaval géant
supplie Antonio Souaré
de se porter candidat**

Antonio Souaré, le messie du foot guinéen, reste et demeure un véritable serviteur de notre sport, pour la grandeur et le bien-être de la Guinée. **Pages 7 & 8**



Le député Pépé Toupou
sur la situation sociopolitique

«Je demande à Dalein de ne pas se laisser exciter»

Page 3

COCAN 2023
**Des Guinéens
de la diaspora
seront dans les
commissions**

Page 11



JUSTICE /
**Me Sako honoré
et distingué par
les autorités
françaises**

Page 10



VIE POLITIQUE
**Baidy Aribot
prévient
l'opposition
républicaine**

Page 9



Confidences PUBLIQUES



Parlement: La mère de Kassus à l'origine du boycott
La présidente du forum des femmes parlementaires de Guinée, Mme Dioubaté F. Binta Diallo est la mère de l'homme d'affaires Kassus Dioubaté cité dans plusieurs affaires. Notamment dans les dossiers Plaza Diamant et K-Energie. Dame Binta est par ailleurs une élue de l'Ufdg. Quand le dossier K-Energie de son fils a été écarté par les députés Rpg Arc-en-ciel au profit de celui d'Endeavor Energy Power Holding II Limited (une entreprise américaine d'électricité), elle a invité ses collègues du groupe *Libéral démocrate* à boycotter la dernière séance du Parlement. (Merci de lire en page 3 les révélations du député Toupou).



Barbaries de Mali : la liste des inculpés s'allonge
La liste s'allonge avec les 19 nouveaux inculpés dans le dossier des tueries perpétrées les 17 et 18 juin 2016 à Mali en Moyenne Guinée dans la région du Fouta-Djalon. Principal présumé responsable de la tuerie, le colonel Issa Camara qui coordonnait les opérations militaires dans la zone où se trouve le fameux camp d'infanterie de la préfecture de Mali. Il avait quant à lui, été inculpé par un pool de juges et placé sous contrôle judiciaire en même temps que certains membres de sa garde rapprochée. Les services de renseignements détiennent photos et adresses de 41 présumés auteurs de la barbarie qui sont dans le viseur de la justice. L'autre semaine, notre caméra a projeté son zoom jusque dans les dossiers du procureur militaire Damaro. La trouvaille nous permet d'écrire qu'il ne restait plus que 4 militaires à entendre. Nos grandes oreilles ont appris que ceux-là ont bel et bien été localisés par les gendarmes enquêteurs, mais ne seront pincés que dans les semaines à venir. Et pour cause ? La hiérarchie de la caserne ne peut prendre la responsabilité de livrer «aucun élément» en «situation de formation».

Pr Saliou Sylla, à propos de l'extradition de Toumba : «Sako est un ministre trop bavard»

Quand la Cour d'appel de Dakar a donné son feu vert mardi de la semaine dernière pour l'extradition d'**Aboubacar Toumba Diakité** à Conakry, l'ancien ministre de la Justice sous Conté, le **Pr Saliou Sylla** a estimé qu'il n'y a rien à craindre.

Son cas «est tellement exposé qu'on ne peut pas oser le tuer» quand il sera à Conakry. Selon le Pr Sylla, le problème réside dans les sorties médiati-

ques du ministre d'Etat, ministre de la Justice, garde des sceaux **Me Cheick Sako**. «C'est un ministre trop bavard, et c'est dommage !», fait observer le Pr Sylla qui rappelle que «ce n'est pas à Toumba Diakité de «choisir où il va être jugé» dans l'affaire massacre du 28 septembre 2009 dont le bilan fait état de 157 morts, des centaines de portés disparus et de 109 femmes violées.

Par Aissatou Diallo



Toumba Diakité, le jour de son arrivée au tribunal.

Libre Tribune/ Présidence de l'Union Africaine : Alpha Condé, un atout pour le Maroc?

Par Alpha Sidimé
Actuconakry.com



Le 28e sommet de l'Union africaine se tient en janvier à Addis Abeba, avec pour enjeu le renouvellement de la présidence en exercice de l'Organisation.

Le président guinéen Alpha Condé, favori pour prendre la tête de l'instance et proche du Maroc, est opposé à Mahamadou

exercice de l'organisation parmi les chefs d'Etat membres de l'organisation.

Ce nouveau président en exercice nommé jouera un rôle important dans l'accélération de la réintégration du royaume au sein de l'UA et influera sur le traitement du dossier du Sahara.

Alpha Condé vs. Mahamadou Issoufou

Le président en exercice de l'UA est nommé pour un mandat d'un an selon une règle de rotation entre les cinq régions du continent (Afrique de l'Ouest, du nord, centrale, australe et de

l'UA, c'est au tour de la région de l'Afrique de l'ouest de présenter un candidat pour assurer la présidence pour les douze mois à venir. Pour le poste, deux candidats de la région s'opposent : Alpha Condé, le président de la Guinée Conakry, proche du Maroc et Mahamadou Issoufou président du Niger, candidat proposé par Alger.

Condé, candidat proche du Maroc

L'Algérie reproche au président guinéen son « alignement total » sur les positions de Rabat à propos de la « RASD », alors que son homologue nigérien est « plus modéré à ses yeux », selon Jeune Afrique. La Guinée fait en effet partie des 28 pays qui ont signé une motion pour « réclamer la suspension des activités de la RASD » au sein de l'Union africaine. Le roi Mohammed VI s'était même rendu dans le pays en mars 2014, voyage au cours duquel il a décoré Alpha Condé du Wissam-Al Mohamadi, la plus haute distinction au royaume et signé 21 accords de coopération bilatérale. En revanche, le Niger non signataire de la motion n'a pas une position tranchée sur la question à cause de son voisin algérien avec qui il partage sa frontière nord. « Aujourd'hui, l'Algérie est devenue incontournable dans les négociations de paix, notamment au nord du Mali. Son avantage, c'est d'avoir un pied stratégique dans le sahel puisqu'il partage aussi sa frontière avec le Niger », nous expliquait Bakary Sambé,

professeur-chercheur sénégalais et fondateur de l'Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique (ORCRA) au sein de Timbuktu Institute. « Il faut comprendre qu'on est pris à la gorge par les Algériens, dont les services peuvent déstabiliser le septentrion (le nord) de nos pays », confiait pour sa part un diplomate sahélien sous couvert d'anonymat au média français Le Monde en novembre.

Alpha Condé favori De cette opposition, le président guinéen part largement favori et devrait sans surprise succéder à Idriss Déby, officiellement désigné par la CEDEAO (la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), région à qui il revient de diriger l'Organisation pour le prochain mandat. La candidature du président nigérien est en revanche une proposition d'un seul pays, l'Algérie. Cette dernière est, certes, membre influent de l'organisation mais n'est pas habilitée à se prononcer sur la candidature d'un chef d'Etat de la région ouest-africaine. Par ailleurs, le président nigérien sur lequel les autorités algériennes comptent, aurait assuré à son homologue guinéen, en marge du sommet arabo-africain de Malabo qui s'est tenu fin novembre, qu'il ne se présenterait pas contre lui, rapporte Jeune Afrique. Ce dernier ajoute toutefois que Alpha Condé, de son côté, « soucieux de rassurer les Algériens » devrait se rendre à Alger dans les semaines à venir, ajoute le magazine africain. ■



Le président Alpha Condé, favori.

Issoufou, candidat proposé par Alger.

Fin janvier 2017, les chefs d'Etat africains se réuniront pour le 28e sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne. Ce sommet sera l'occasion d'élire l'homme ou la femme qui succédera à la Sud-Africaine Nkosazana Dlamini-Zuma à la présidence de la Commission de l'Union africaine (secrétariat de l'UA), mais aussi de désigner le nouveau président en

l'Est). Il est amené à diriger la Conférence de l'UA, l'organe suprême de l'organisation, composé des chefs d'Etat et de gouvernement membres, ou de leurs représentants accrédités. Idriss Déby Itno, le président du Tchad (Afrique centrale), qui assure actuellement la présidence tournante de l'Union depuis janvier 2016, devra passer le témoin lors du prochain sommet de l'Organisation. Pour le prochain mandat et comme le prévoit

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

le populaire Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

Le député Pépé Toupou sur la situation sociopolitique «Je demande à tous et surtout à Dalein Diallo de ne pas se laisser exciter»

Le député de Macenta est plus que jamais déçu de certains membres de l'élite politique, dont il dénonce vigoureusement la "mauvaise" foi. Il le fait dans cette interview exclusive. Lisez !

Le Populaire : Quelle lecture faites-vous de la situation sociopolitique actuelle ?

Honorable Pépé Toupou : Vraiment, je suis très désolé. Mais je me rends compte que tout cet imbroglio dont souffre le régime du Pr Alpha Condé est dû à l'héritage qu'il a de la mauvaise gouvernance des régimes passés. C'est un peu le résumé. En ce sens que de la dissolution de lois à la remise de lois sur pied, et par des gens non qualifiés, c'est-à-dire, qui ne sont pas de la véritable représentation nationale, on est arrivé à donner à ce pays des lois qui se contredisent d'un pas à un autre. C'est pourquoi il n'est justement pas aisé que l'on se tire facilement de cette affaire. Et c'est pourquoi je suis au regret de constater qu'avec tout ça, l'opposition dont M. Cellou Dalein Diallo est le chef de file, fait des menaces au gouvernement. « Nous allons nous transporter dans la rue. Nous allons faire ceci. Nous allons faire cela ». Comme si c'est le régime du Pr Alpha Condé dont le génie a mis ce trouble en place. Or, lui-même, il en souffre. Aujourd'hui, c'est l'homme qui recherche la paix mieux que quiconque. Parce qu'il a des projets qu'il veut réellement voir se réaliser. Et ces projets ne peuvent pas se réaliser dans le tohubohu. Alors, si on veut encore l'assener d'un autre coup de trouble pour dire qu'il en est responsable, c'est que c'est de bonne guerre. Mais le peuple est suffisamment mature pour connaître ce qui est la vérité, pour que l'on donne à ce peuple des instruments juridiques fiables, et qui résister à l'usure du temps. Alors, voilà un peu la lecture que je dresse de la situation que nous vivons. Voilà donc ce que je demande aux uns et aux autres. La bonne foi du président n'est plus à mettre à l'épreuve. Parce qu'il a usé de tous les moyens légaux, et tous les jours il cherche à contacter un acteur de la scène pour amener les gens à la compréhension, afin qu'il y ait de l'accalmie dans le pays et que celui-ci suive son programme de développement. Si cela n'est donc pas réalisé, ce n'est nullement son désir. Alors, ce que je demande à tous les Guinéens et surtout au chef de file de l'opposition, qu'ils ne se laissent pas exciter par certains irresponsables qui pensent que lorsqu'on désapprouve le Pr Alpha Condé, on a été un héros. Aussi, il y a une erreur qui revient toujours. Peut-être c'est sciemment fait par certains qui pensent que le Pr Alpha Condé est responsable de tout ce qui peut se passer dans le pays aujourd'hui. Mais



Honorable Pépé Toupou : «Aujourd'hui, Alpha Condé est l'homme qui recherche la paix mieux que quiconque».

non ! Pourquoi il y a eu partage de pouvoirs ? Mais c'est simplement pour que chacun ait un rôle à jouer dans le processus de démocratisation et de développement du pays. Il est certes le premier magistrat du pays en tant que détenteur du pouvoir Exécutif, mais cela ne fait pas de lui le responsable de tout. Il y a des choses qui relèvent de la Justice, qui relèvent du Parlement, et même des médias. Donc, il ne faut pas qu'on pense que tout ce qui se fait, tant que ça n'avance pas, c'est lui. Lui-même, son souhait est que ça avance.

Vous pointez un doigt accusateur sur les régimes précédents quant à la rédaction des textes juridiques qui régissent la marche du pays. C'est autant dire que ces textes ont été taillés sur mesure ?

D'abord, pour que l'on puisse véritablement œuvrer de façon durable à mettre sur pied des documents dans l'intérêt du peuple, il faut être l'émanation de ce peuple. Et c'est cela justement qui a manqué. Tous ceux qui sont venus, ce sont des personnes qui ont été nommées par des gens qui n'étaient même pas légitimes aux aussi. D'irrégularité en irrégularité, les gens qui ont eu à faire le travail, ont voulu faire plaisir plutôt à ceux qui les ont mis à leurs postes que de rendre loyalement service au peuple. Mais, moi je trouve que c'est humain. Parce que quand même, ils ne relèvent pas de ce peuple. Ce n'est pas le peuple qui a mis par exemple le CNT. Au temps du CMRN, les gens qui ont travaillé au CTRN sur la Loi fondamentale que nous avions, ce sont des gens qui ont été choisis parmi les cadres de ce pays. Ils ne correspondaient en rien à la représentation du peuple. Donc, voilà qui prouve que ces textes ont été taillés sur mesure. Sinon, ce n'est pas possible que les termes de la Constitution soient en contradiction avec les lois qui relèvent de cette même Constitution. Qu'elle soit une loi simple ou une loi organique. Puisqu'elles

sont toutes des lois qui tirent leur légitimité de la Constitution.

Récemment, vos pairs parlementaires, notamment de l'opposition, ont boudé l'Hémicycle alors que s'y tenait une plénière. Comment interprétez-vous cette attitude ?

Ça, c'était de la politique politicienne. Au fait, on devait voter ce jour-là une loi portant sur une convention entre la Guinée et une société américaine d'électricité dénommée Endeavor Energy Power Holding II Limited. Donc, c'est cette convention qu'on devait voter en examen d'urgence, parce que c'est arrivé au dernier moment. Il y avait deux lois de ce genre qui étaient sur la table. Mais le problème est que le jeune Kassus Dioubaté, responsable de K-Energie, a perdu le marché au profit de cette société américaine qui devait venir donner le complément d'énergie ou en tout cas un appoint d'énergie à Conakry. C'est donc parce que ce marché était perdu que l'honorable Fatoumata Binta, la mère du jeune Kassus, et qui se trouve être la présidente du Forum des femmes parlementaires, a invité ses collègues députés à boycotter la séance. Donc, c'est de bonne guerre. Si maintenant le programme qui avait été voté pour ce jour a connu une distorsion, eh ben, vaut mieux complètement abandonner tout. Or, ce n'était pas normal. Il était dit que ce jour-là, il devait y avoir la clôture. Ils devaient donc refuser de voter toute autre chose, mais à l'heure de la clôture, ils devaient venir. Malheureusement, ils ne sont pas venus. Ça, c'était une réaction par rapport au vote justement de société américaine. Elle est pourtant dix fois plus rentable que K-Energie. Nous, nous sommes parlementaires. Nous sommes députés de la nation. Nous votons des lois et projets qui apportent un intérêt bénéfique à ce peuple. Voilà donc ce qui a conduit à cela. Sinon, s'il s'agissait de réagir aux documents à voter en procédure d'urgence, ils n'auraient pas refusé de venir siéger pendant la clôture. Mais ils ont tout boudé. Et on a compris au fait qu'ils ne voulaient pas que la convention sur la nouvelle société américaine soit votée. Nous, nous l'avons votée avec joie. Et le peuple comprendra que ce jour-là, ils ont été irresponsables. Et que nous, nous avons été des députés que cette nation veut.

Y-a-t-il d'autres activités qui ont été menées ce jour ?

Bien sûr que oui ! Nous avons voté deux chronogrammes. Le premier disait qu'il y avait trois lois qu'on devait voter. Notre collègue, l'honorable Hadja Fatoumata Cissoko, a dit qu'elle propose à la plénière de ramener le vote de ces lois à la plénière d'avant pour que la cérémonie de clôture se fasse avec pompe. Tout le monde a concédé à cette requête. Et le Secrétariat général de l'Assemblée nationale a modifié le programme. Mais il s'est trouvé que pendant l'explication du projet de vote au niveau de notre

groupe parlementaire, notre président, l'honorable Damaro, a dit que nous avons été vains à convaincre nos collègues à revenir à de bons sentiments en acceptant que nous ayons une même position par rapport au vote non seulement du Code électoral, mais aussi du Code des collectivités. Or, ce sont là deux lois organiques qui ne se votent que par les deux tiers des députés. Autrement dit, ce sont des lois qui ne peuvent connaître qu'un vote qualifié. Ce qui n'est pas possible au regard de la nomenclature des groupes parlementaires qui siègent à l'Assemblée. Pour ne donc pas voter et dire par la suite que c'est un échec. Ce qui va compliquer les choses, parce que le document sera classé. Nous allons encore le sortir du cadre du vote pour qu'en février, pendant la session extraordinaire qui doit être consacrée à l'examen et au vote du Règlement intérieur du Parlement, nous puissions profiter de cette session pour voter les deux lois. D'ici là, nous allons prendre attache avec tout le monde, notamment la Société civile, pour voir par quelle autre manière nous pouvons avoir un consensus autour de ça. Voilà ce qui a prévalu au retrait de ces deux lois. Durant cette journée, on ne pouvait plus parler de plénière. Parce qu'elle a été une journée gâchée. On a tout juste fait l'explication des documents qui devraient être votés en procédure d'urgence. Et on s'est séparé pour se retrouver le lendemain pour se pencher sur les trois autres documents alors en procédure d'urgence, mais qui n'avaient pas pu être votés; de les voter pendant la clôture de la plénière. Et ces trois lois ont été effectivement votées. Ce jour-là, nous avons voté la convention qui fait que cette société américaine va nous fournir en courant électrique. En plus, elle va faire du solaire et de l'hydroélectrique. Ensuite, les prix qu'ils ont fixés sont tels qu'on peut dire que c'est un cadeau. Voilà un peu le contour de cette situation. Ils ont quitté comme ça. Et c'est une habitude chez eux. Chaque fois qu'ils ont des désirs inavoués qui ne se réalisent pas, ils donnent le dos. Ils appliquent la politique de la chaise vide.

Réalisée par
Mady Bangoura

Ils ont dit



Safioulaye Bah, nouveau préfet de Labé : « Après Boké, le président Alpha Condé souhaitait organiser la fête à Labé. Mais Labé n'a pas montré d'engouement. (...) Nous pourrions (...) lui demander en 2018 ou 2019, en tout cas avant la fin de son mandat, que Labé puisse bénéficier à l'instar d'autres villes du pays, de la fête tournante de l'indépendance. »



Sow Boubacar, membre du Parti libéral radical (PLR) Suisse : « La Guinée, un pays d'océans et de fleuves d'initiatives, mais qui végète dans une totale sécheresse d'actions significatives. Tenez ! La Guinée, membre fondateur de la défunte OUA, sans jamais organiser un sommet des chefs d'Etats. Membre de premier plan de la Confédération africaine de football (CAF), sans jamais organiser une Coupe d'Afrique des nations (CAN) sur son sol. Pionnier dans la teinture dont elle est aujourd'hui l'un des premiers importateurs de celle malienne qui nous a ravi la vedette de cet art ouest-africain. L'un des tout-premiers pays à créer un ministère en charge de ses citoyens de l'étranger, aujourd'hui, c'est le Sénégal qui accorde à sa diaspora des sièges à leur Assemblée nationale. Pis encore, indépendante depuis 1958, politiquement sa classe dirigeante est réduite à négocier des pseudo-accords dont la concrétisation n'engage personne; faute d'institutions crédibles et garantes du fonctionnement normal de la République. Pendant ce temps, des pays comme le Cap-vert qu'elle a aidé pour sa libération, est aujourd'hui une référence, un exemple en matière de fonctionnement démocratique. Il faut constater qu'en dehors de l'ère Lansana Conté où le pays n'a connu ni discours démagogique, ni non plus réalisations significatives, notre pays, la Guinée, n'a connu que des présidents aux verbes féconds; mais, aux actions et réalisations stériles. Au final, notre pays figure toujours sur la liste des premiers partants, mais ne franchit jamais la ligne d'arrivée. »

**ACTU
CONAKRY**
LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB



L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com
Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26
E-mail : actuconakry@gmail.com

Vite dit...

Cellou Dalein Diallo.
Photo: MS BARRY

Comité de suivi: L'opposition annonce son retour

C'est le porte-parole de l'opposition qui le dit, en ces termes: « *Ce qui nous a opposés à la mouvance présidentielle, c'est le mode du scrutin communal. On a vu qu'ils souhaiteraient que cela soit modifié. C'est ce qui a fait qu'on a boudé l'Assemblée nationale. La mouvance a proposé un mode de scrutin mixte. Quand vous avez la majorité même relative, vous raflez la majorité. C'est ce qui nous a opposés* ». L'opposition républicaine qui avait claqué la porte au Comité de suivi des accords envisage de revenir s'installer et continuer son travail. Mais seulement après une concertation avec ses membres au cours d'une plénière qui aura lieu dans les prochains jours à Conakry. **Aboubacar Sylla** dit que la rencontre aura pour objectif de permettre à l'opposition de « *réfléchir* », et d'« *examiner l'éventualité de revenir au sein du Comité de suivi* ». Pour M. Sylla, cela se fera « *puisque la raison pour laquelle nous avons suspendu notre participation n'existe plus* ». La participation de l'opposition aux travaux du Comité de suivi aidera à veiller à l'application des accords politiques par le chef de l'Etat, avec notamment la révision de la loi devant ouvrir la voie à l'organisation des élections communales et locales d'ici à la fin de l'année. Mais cette perspective est loin d'être une préoccupation fondamentale de tous les acteurs de la classe politique.

Polémique

La non-adoption du projet portant amendement du Code électoral continue de susciter de vifs débats. La semaine passée, le leader du Bloc libéral **Dr Faya Milimouno** a demandé à la population de se battre pour que le projet ne passe pas. Mais c'était sans compter avec la polémique qui enfle notamment au sujet de sa rencontre « *en catimini* » avec le président Alpha Condé contre laquelle s'élève **Dr Ibrahima Sory Diallo** du BOC. La manière et la méthode ne font pas l'unanimité au *Front national pour la défense des droits des citoyens* dont il est membre. Certains l'accusent déjà de trahison.

Par Aissatou Diallo

Document / Officiel

2016: ce qu'il faut retenir des activités du président Alpha Condé

Voici, sans commentaire, le bilan de l'année du président Alpha Condé dressé par les services de presse de la Présidence de la République.

A l'instar des années précédentes, 2016 a été également très chargée pour le Président de la République, le Pr Alpha Condé. Une année d'intenses ballets diplomatiques marquée par la visite à Conakry de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement pour le renforcement de la coopération, et la relance des objectifs de développement dans tous les domaines. Ainsi, le 3 mars 2016, le Président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan est arrivé à Conakry en compagnie de plusieurs hommes d'affaires et de membres de son gouvernement. Au delà du tête-à-tête entre les deux hommes d'Etat, des séances de travail sectoriel et des échanges entre les milieux d'affaires des deux pays, cette visite a non seulement permis de mettre en orbite un ensemble de projets porteurs entre Ankara et Conakry, mais aussi de donner l'opportunité aux deux peuples de se connaître davantage. A noter qu'au terme des travaux, neuf accords de coopération ont été signés, notamment dans les domaines du tourisme; des services aériens, la santé, la formation dans le secteur militaire, celui de la technique et de la science. Egalement, un mémorandum sur l'électricité, les mines et la protection de l'environnement ainsi que la création d'un Conseil d'affaires Guinée-Turquie, a été signé. Rwanda Le Président de la République sœur du Rwanda, Paul Kagamé, lui, a séjourné à Conakry du 8 au 9 mars 2016. A la faveur de cette visite, les chefs d'Etat rwandais et guinéen, ont passé en revue la situation socio-politique des deux pays et du continent. Leurs échanges de point de vue sur le plan de la coopération, ont abouti à la signature de 7 accords de partenariat qui touchent plusieurs domaines, favorisant en d'autres termes, la relance des liens d'amitié et de coopération entre Kigali et Conakry. Désormais, un accord cadre de coopération existe entre les deux gouvernements. Sur le plan diplomatique, il est convenu des consultations régulières entre les départements en charge des Affaires étrangères des deux pays. Cette visite d'Etat du Président Paul Kagamé à Conakry, a permis aux deux gouvernements de décider de la suppression de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques, de service ou officiel et de la délivrance de visas sur les points d'entrée pour les titulaires de passeports ordinaires. En plus, le ministre guinéen de la Santé

et la ministre des Affaires étrangères du Rwanda ont signé un accord de coopération dans le domaine de la santé et des sciences médicales. Un autre protocole d'accord de coopération signé entre les deux pays, est celui relatif à la planification et à la coopération internationale. Dans ce cadre, les deux gouvernements ont décidé d'approfondir leur coopération dans les domaines de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles. Le septième et le dernier accord est relatif aux services aériens avec à la clé l'ouverture d'une liaison aérienne entre Conakry et Kigali, par la compagnie Rwandair. C'est donc un nouveau départ pour les deux pays, grâce à la volonté politique de leurs Présidents de promouvoir la coopération sud-sud. Guinée Bissau Le 7 octobre 2016 le Président de la

nomination par le Président de la République de la Guinée Bissau d'un Premier ministre consensuel Union du Fleuve Mano Le vendredi 24 juin 2016, les Chefs d'Etat de l'Union du Fleuve Mano se sont réunis aux Cases Belle-vue à Conakry pour passer en revue et prendre des décisions sur les recommandations faites par le Conseil des ministres de l'Union du fleuve Mano sur le rapport d'activités du Secrétariat Général. Un Sommet qui s'est également penché sur les autres programmes et initiatives majeurs en cours, pour le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité, ainsi que les questions de développement socio-économique global de la sous-région.

Le Président de la République, le Pr. Alpha Condé, également Président en exercice de l'Union et hôte du sommet, a remercié ses paires pour le

législation sur la protection des forêts transfrontalières en vue d'une meilleure collaboration entre les Etats membres ont été un centre d'intérêt pour les chefs d'Etat de l'Union du Fleuve Mano.

Concernant le programme Post-Ebola, le Sommet a constaté la lenteur dans la concrétisation des engagements pris lors des Sommets de Bruxelles, de Washington et de New York en 2015, ainsi que lors des visites des dirigeants de ces institutions aux pays affectés. Et a instruit au Secrétariat d'évaluer l'état de réalisation des engagements en faveur des programmes nationaux et sous-régionaux. Ethiopie A la tête d'une importante délégation, le Premier ministre de la République Fédérale Démocratique d'Ethiopie, Hailemariam Dessalegn Boshé, a effectué une visite de travail et d'amitié en Guinée, du 09 au 12 avril 2016. Au centre des préoccupations, le raffermissement des liens d'amitié et de coopération entre les deux pays. Le Pr Alpha Condé et ses hôtes ont salué le rôle historique important que leurs pays ont joué pour l'indépendance et l'unité de l'Afrique, mais aussi pour la promotion de la paix et de la sécurité dans le continent. Abordant les relations bilatérales, ils ont procédé à un large échange de vues sur plusieurs questions d'intérêt commun et ont exprimé leur ferme volonté de capitaliser les liens historiques unissant les deux peuples, pour l'instauration d'un partenariat exemplaire. Dans cette perspective, Hailemariam Dessalegn Boshé et le Professeur Alpha Condé ont réaffirmé leur engagement soutenu et ont réitéré leur détermination à renforcer et à diversifier la coopération entre Conakry et Addis sur diverses questions d'intérêt mutuel. Ils ont aussi évoqué les voies et moyens d'entretenir des discussions continues au haut niveau et d'appuyer leurs efforts respectifs sur le plan multilatéral. Et pour concrétiser cet élan, il a été recommandé aux ministres des Affaires Etrangères des deux pays de travailler à l'effet de procéder à la signature d'un accord-cadre de coopération en vue d'instituer la grande commission mixte de coopération, et d'un protocole d'accord sur les consultations diplomatiques bilatérales entre la République Fédérale Démocratique d'Ethiopie et la République de Guinée. Fonds Monétaire International Au cours de cette année qui s'achève, les institutions financières internationales se sont intéressées à la Guinée. A la tête d'une importante délégation, Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint du Fonds Monétaire International (FMI) a séjourné à Conakry dans le cadre du renforcement de la coopération entre le gouvernement et son institution. En recevant cette mission, le Chef de l'Etat a dit



Le Président de la République, le Pr Alpha Condé.

République de la Guinée Bissau, son Excellence José Mario Vaz arrive à Conakry, dans le cadre de la concertation habituelle avec le médiateur de la CEDEAO – le professeur Alpha Condé – dans la crise qui secoue ce pays frère et ami. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan du médiateur de la CEDEAO, Pr Alpha Condé, pour le retour de la paix en Guinée Bissau. Le Pr Alpha Condé et José Mario Vaz ont, au cours de leur tête-à-tête, échangé sur tous les aspects liés à un retour rapide de la Paix en Guinée Bissau. Après avoir apprécié les efforts du Président de la République de Guinée dans la recherche de solutions à la crise en Guinée-Bissau, José Mario Vaz dira que le choix de la CEDEAO porté sur le Pr Alpha Condé a suscité beaucoup d'espoirs. Le Président bissau-guinéen a aussi rendu compte au Président de la République de l'évolution de la situation dans son pays, depuis le début de la médiation du Pr Alpha Condé. Quelques jours après cette visite, les parties prenantes à la crise Bissau-guinéenne sont venues à Conakry pour réfléchir sur les différents points de désaccord. Au cours cette rencontre, il a été question d'accélérer le processus de la résolution de la crise, en bonne place, la

sérieux qu'ils accordent à la marche de l'union. Durant leurs délibérations les Chefs d'Etat et de gouvernement ont examiné les points suivants : le rapport du Conseil des ministres de l'Union ; le rapport de la Commission Administration et Finances portant sur l'audit, les questions administratives et le budget de l'année 2016 ; la situation de la mobilisation des ressources au titre du Programme de relance Socio-économique Post-Ebola ; la situation de la paix et de la sécurité dans la sous-région, le rapport sur les documents juridiques de l'Union, la construction du siège et la restructuration du Secrétariat de l'UFM. Sur chacune de ces questions, les Chefs d'Etat se sont félicités des acquis enregistrés par l'Union dans plusieurs domaines. Ils ont cependant noté avec préoccupation les attaques terroristes qui ont eu lieu en Afrique de l'Ouest et particulièrement, en Côte d'Ivoire, entraînant de nombreuses pertes en vies humaines et des dégâts considérables. Les Chefs d'Etat ont également réaffirmé leur engagement et détermination à appuyer les efforts du Secrétariat dans la mobilisation des ressources et le renforcement des partenariats pour la mise en œuvre des programmes et projets de développement. Les défis de renforcement de la

Suite à la page 5

Suite de la page 4

toute sa satisfaction pour le chemin parcouru par la Guinée et les projections du pays avec l'appui de cette institution financière internationale. Les échanges ont porté sur les conclusions de la dernière mission du FMI en Guinée au compte du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Au regard des efforts du gouvernement guinéen, le directeur général adjoint du Fonds Monétaire International, a mis l'accent sur la volonté de son institution de continuer sa coopération avec la Guinée. Un pays qui a achevé avec succès, pour la première fois de son histoire, un programme formel avec les institutions de Bretton Woods. Les conclusions positives de la dernière mission du FMI doivent permettre à la Guinée de booster l'économie à travers les secteurs porteurs de croissance. Choisi par ses paires comme coordinateur chargé des énergies renouvelables en Afrique, le Président de la République a continué sans relâche son offensive, pour permettre à l'Afrique de gagner ce pari. C'est dans ce cadre qu'une mission de l'Union Africaine et de la Banque Africaine de Développement a séjourné à Conakry. Conduite par Youba SOKONA, chef de l'unité de mise en œuvre de cette initiative africaine, la mission a fait au Professeur Alpha Condé le compte-rendu de son séjour de travail à Conakry et en même temps recevoir ses directives. Il s'agit entre autres de l'amélioration de la gouvernance de cette initiative qui est la première des chefs d'Etat africains et piloté par le Président guinéen, qui s'est engagé avec l'appui de ses paires et d'autres partenaires à atteindre les objectifs fixés. C'est la première initiative conçue par et pour les Africains. Et le Président guinéen est chargé de la coordination de l'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables. Agriculture Faire du secteur de l'agriculture et de celui de l'élevage le fer de lance de l'économie nationale, telle est la préoccupation du Président de la République, le Pr Alpha Condé. Dans cette optique, le chef de l'Etat, au cours de l'année 2016, s'est d'avantage tourné vers la relance de ces 2 secteurs. Et compte tenu de l'expérience de la Côte d'Ivoire en la matière, le chef de l'Etat a décidé de tendre la main à ce pays frère. Après l'identification des besoins par les paysans eux-mêmes, 4 200 plants de palmier à huile pour N'zérékoré ont été livrés, Macenta 2 500 et Lola 150, 10 milles graines germées de palmier à huile ont été acheminés à la station agronomique de Sérédou comme pépinières, 356 autres graines germées sont arrivées au mois de novembre dernier. 1 million 800 mille cerises de café et 2 millions 800 mille de cacao ont été livrés. En matière de periculture, sur les 445 races améliorées commandées, 356 ont été déjà livrées. Pour l'aviculture, 114 mille poussins ont été mis à la disposition des bénéficiaires. Avec cette démarche, le Président de la République entend redonner à la Guinée la place qu'elle mérite en ce qui concerne les cultures de rentes et les secteurs de l'élevage. La culture de l'anacarde a été également lancée au cours de cette année. Dès lors, il s'agit maintenant de se pencher sur

les mécanismes à mettre en place pour la pérennité des initiatives du Président de la République qui visent à promouvoir la sécurité alimentaire. Inaugurations Au compte de l'année 2016, le Président de la République a procédé à l'inauguration de plusieurs infrastructures, notamment, la première usine d'engrais en Guinée, réalisée par la Société Toguna. Cette infrastructure a une capacité de production d'engrais de 400 mille tonnes par an pour un besoin national de moins de 30 mille tonne. C'était dans le cadre d'un projet de prêts de 10 ans qui dormait dans les tiroirs. Il a fallu l'arrivée du Pr Alpha Condé pour faire de ce rêve une réalité. Cette unité industrielle atteste de la volonté du chef de l'Etat de faire du secteur agricole le moteur de la croissance en Guinée. Une action saluée par le monde paysan guinéen qui était régulièrement confronté à la rareté et à la cherté de l'engrais sur le marché guinéen. Port fluvial de Dapilon Après le port fluvial de Katougouma en juillet 2015, ou plus de 8 millions de tonnes de minerais ont été exportés vers la Chine, le consortium SMB (Société minière de Boké)-WINNING, a procédé à l'extension de ses activités à travers le nouveau port fluvial. Dans son calendrier, le Président de la République a inséré l'inauguration à

revenus dans les conditions hygiéniques souhaitées. C'est l'entreprise SOCOBA (Société de construction de bâtiment) qui a réalisé les travaux en l'espace de 36 mois. Le complexe industriel préfabriqué Pour la première fois, la Guinée se dote d'un complexe Industriel pour la production d'ouvrages préfabriqués. L'infrastructure est l'œuvre de la Société Italienne PICCINI. Compte tenu de l'importance d'une telle infrastructure dans la construction, le Président de la République, le Pr Alpha Condé et le Président de la République de Sierra Leone, Ernest Bai Kourouma, ont procédé à l'inauguration officielle de l'infrastructure. La visite guidée a permis aux deux chefs d'Etat, de se faire une idée de la capacité de production de cette unité industrielle, dans la construction de logements sociaux, écoles, ponts et autres infrastructures sanitaires. Incontestablement, ce complexe permettra à la Guinée de combler au plus vite le retard qu'elle accuse dans la construction de logements décentes. Selon les spécialistes, tout est fait ici selon les normes techniques avec à la clé la solidité garantie. Avec 63 ans d'expérience et présent dans 80 pays à travers le monde, PICCINI entend appuyer le pays pour faire face au défi en matière de

toute sorte de construction. Visiblement satisfait du démarrage effectif de ce programme intitulé « un toit pour chaque Guinéen », le Pr Alpha a tenu à visiter, et assister à la fabrication de quelques briques. La SONAPI, elle, donne l'assurance d'atteindre les objectifs du programme présidentiel de logements sociaux en BTS hydraform. Pose de premières pierres En compagnie du ministre français des Affaires Etrangères, le Président de la République, le Pr Alpha Condé, a procédé à la pose de la pierre du Centre de recherche et de formation en infectiologie à l'université Gamal Abdel Nasser de Conakry. Non loin de là, le Président de la République et le ministre français des Affaires Etrangères ont procédé à la pose de la première pierre de l'Institut Pasteur de Guinée. La réalisation de ces infrastructures s'inscrit dans le cadre du renforcement du système sanitaire guinéen Post-Ebola. Tirant les conséquences du passage du virus Ebola, la Guinée et ses partenaires s'engagent à lutter contre les épidémies endémiques ou émergentes avec à la clé la prévention des pandémies, la conception de vaccins pour des traitements adaptés. L'Institut Pasteur de Guinée est le 33ème établissement du réseau international des instituts pasteurs sur les 5 conti-

fait suite à l'application des mesures correctrices dans la surveillance de nos eaux contre la pêche illicite avec à la clé la protection des ressources halieutiques et surtout des espèces protégées. Avec le retrait de la Guinée de la liste noire de l'Union européenne, le pays s'est engagé à respecter les conditionnalités de son partenaire historique. Dans l'optique de la protection des ressources halieutiques, la Guinée s'est tournée vers le repos biologique des espèces, et le dernier a pris fin le 31 août 2016.

Avec les mesures disciplinaires prises, les 25 milliards que le secteur enregistrait par an, connaissent une hausse considérable. Autres usines Si sous la Révolution la Guinée comptait plusieurs unités industrielles sur toute l'étendue du territoire national, force est de reconnaître que ces usines ont connu un sort déplorable au fil des ans. Le Président Alpha Condé s'est tourné vers la réhabilitation de certaines d'entre elles, c'est le cas de l'usine des jus de fruits de Kankan et l'huilerie de Dabola. Et pour pousser cette action plus loin, le Chef de l'Etat a visité en ce mois de décembre certaines unités industrielles qui ont vu le jour en son temps. Ainsi, il s'est rendu à la GI Ciment, le CIMAF, Diamant Ciment, le Moulin de Conakry, et le Moulin d'Afrique. A tous les niveaux, le Président de la République a voulu toucher du doigt le niveau et la qualité de production de ces unités industrielles.

Des usines spécialisées dans la fabrication de ciment, de farine et du son pour l'alimentation du bétail. Visites du Président de la République à l'Extérieur Après l'épreuve difficile de la maladie à virus Ebola qu'a connue la Guinée ces trois dernières années, le Président de la République, le Professeur Alpha Condé, reprend son bâton de pèlerin. Objectif, poursuivre le programme de développement socioéconomique et politique amorcé.

Ce programme, désormais appelé plan de relance et de résilience Post-Ebola, s'articule autour de plusieurs axes dont entre autres : la stabilisation de l'économie, le renforcement du système de santé du pays, l'autonomisation des femmes et des jeunes, l'énergie, l'agriculture et la construction d'habitats sociaux. ■

...à suivre !



Le président Alpha Condé travaille pour la stabilisation de l'économie, le renforcement du système de santé du pays, l'autonomisation des femmes et des jeunes, l'énergie, l'agriculture et la construction d'habitats sociaux.

Dapilon du port d'extension de la SMB où les activités portuaires sont assurées par 23 barges de 8 000 tonnes, 28 bateaux remorqueurs, 5 remorqueurs portuaires, 4 grues de transbordement en mer et des navires pouvant aller jusqu'à 210 000 tonnes. Tout y est pour renforcer la capacité d'exportation de la Société minière de Boké. En plus du port de Katougouma, celui de Dapilon va permettre à la SMB d'atteindre en 2017, les 35 millions de tonnes de bauxite par an. Grand marché de Conakry Le Président de la République a procédé ce mois de décembre à l'inauguration du grand marché de Conakry. Situé sur l'autoroute Fidèle Castro au niveau du Km 11, au quartier Dabondy dans la Commune de Matoto. L'infrastructure est bâtie sur une superficie de 54 000 Km2, et compte un centre commercial de 560 magasins, 3 unités commerciales pour les femmes étalagistes, 2 immeubles pour bureaux et magasins, 4 parkings d'une capacité de 500 véhicules, 2 blocs de latrines de 24 toilettes, une Mosquée de 500 fidèles, 2 forages d'eau potable, 1 poste de sécurité, 3 caniveaux de drainage des eaux de pluie. Ce marché qui est l'un des plus modernes de la sous-région est une initiative du chef de l'Etat pour permettre aux femmes de Conakry d'exercer leurs activités génératrices de

construction décentes. Le Président de la République de la Sierra Leone positionne déjà son pays comme potentiel client de PICCINI. Ernest Bai Koroma a aussi félicité son frère et ami le Président Alpha Condé pour sa vision profonde pour une Guinée prospère. SONAPI Au-delà d'un simple slogan, le programme présidentiel de logements sociaux se concrétise avec l'arrivée à Conakry de 24 Hydraform pour la fabrication de briques à terre stabilisée compressée et à prix abordable. Un programme qui vise la construction de 50 mille logements sociaux à travers tout le pays. Piloté par la Société nationale d'aménagement et de promotion immobilière (SONAPI), une machine Hydraform a une capacité de production de 80 mille briques en BTS par jour, soit 3 mille logements par an et à moindre coût. Le Président de la République, en se rendant à la SONAPI,, a voulu toucher du doigt les réalités de cet autre projet au bénéfice des Guinéens. Selon les informations, toutes les dispositions sont prises pour une large production de brique afin de servir tout le pays, cela après la formation des ouvriers guinéens par des experts sud africains. Une formation qui doit être multipliée au niveau d'autres jeunes. Le mélange argile, ciment et eau donne une brique solide et garantie pour

nents. Pêche Longtemps considéré comme pays tiers non coopérant donc sur la liste noire de l'Union européenne, le secteur de la pêche connaît un ouf de soulagement depuis le 13 juillet 2016 avec la suspension des mesures répressives. Depuis cette date, la Guinée est en dehors de cette liste noire de l'UE, grâce à l'implication personnelle du chef de l'Etat. La levée de cette suspension

MUSIQUE

VIDEOS

TELECHARGEMENT

INFO

PEOPLE

INTERVIEW

Le portail culturel & événementiel

le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)

CORRUPTION DANS L'AFFAIRE SIMANDOU : Une évidence qui crève les yeux

Qui peut nier que depuis les années 97 jusqu'à maintenant qu'il n'y a pas de la corruption sur le Simandou ? Apparemment, dans le dossier de la chaîne de montagnes "Simandou", le ridicule ne tue pas. Puisque ce sont les derniers à prendre des actes et à travailler loyalement qui sont appelés des corrompus ou des corrupteurs. Pour cela, s'il est évident que la loi a un caractère impersonnel, pourquoi les hors-la-loi ne sont-ils pas trimbalés devant le tribunal pour que la loi soit dite dans toute sa rigueur ? Cette préoccupation nous amène donc à faire appel à une rétrospective. Lisez !

En 1997, une société du nom de **RTZ Mining and exploration** obtient des permis de recherches sur tous les blocs de Simandou avec obligation de rétrocéder à l'Etat guinéen la moitié de la surface attribuée. Contre toute attente, c'est une nouvelle société appelée **Rio Tinto** qui fait en février 2000, la demande de renouvellement des titres octroyés à la **RTZ Mining**. Les cadres du **CPDM** ont signalé cette anomalie au ministre d'alors. Mais parmi eux, il y avait quelques-uns qui n'étaient pas écoutés, et qui ont quand même fait certaines observations pour le ministre... et l'Assemblée nationale. Très malheureusement, ces observations sont restées lettres mortes dans les différents tiroirs.

RIO TINTO

L'avènement de Rio Tinto dans le secteur minier guinéen connaît un grand engouement dans le cœur des jeunes et des personnalités qui voulaient respectivement travailler au compte de cette société et vivre le moment tant attendu de voir le fer guinéen sortir du sous-sol. Hélas, cela devient de l'utopie totale.

Mohamed Tana Touré, nommé en qualité de responsable des ressources humaines et des affaires juridiques au sein de cette compagnie et simultanément chargé des relations avec les administrations, a aussitôt commencé à travailler au compte de sa nouvelle structure. L'homme qui a étudié en France, puis aux Etats-Unis, a demandé à son employeur de changer les méthodes de l'entreprise avec l'administration, a-t-on appris de sources bien informées.

A en croire ces sources, **Mohamed Tana Touré** avait dit à son PDG d'alors de travailler en toute légalité pour faire éviter tout procès entre la société et l'Etat guinéen. En effet, non seulement il n'y a pas eu rétrocession de la moitié due à l'Etat guinéen en 2000, mais le renouvellement est fait au nom de **Rio Tinto**, qui ne fait pas également de rétrocession en 2002 pour la deuxième fois. La direction de la société, comme à l'accoutumée, a fait la sourde oreille et a fait signer du ministre d'alors le 26 novembre 2002

une convention minière qui n'avait jamais été négociée par une commission interministérielle au nom du gouvernement guinéen et sans qu'il n'y ait une étude de faisabilité du projet telle qu'exigée par la loi minière de la Guinée.

Il faut préciser que cette convention autorise **Rio Tinto** à poursuivre pendant 15 ans à compter de la date de délivrance de la concession.

Finalement, **Mohamed Tana Touré** s'est vu évincer quelques temps après que **Rio Tinto** ait obtenu ce qu'elle voulait. C'est ainsi qu'**Ismaël Diakité** a remplacé le juriste Touré au poste des relations administratives.

La convention signée le 26 novembre 2002, précisément, Rio Tinto gagne son pari sur le Simandou en obtenant les 4 blocs sans faire aucune rétrocession légale sur **7 200 km**. C'était sous la houlette du ministre **Ibrahima Soumah**, qui tenait beaucoup à la réalisation des mégaprojets, notamment les projets Simandou, Nimba et celui du GAC. Après une semaine de l'octroi des 4 blocs, **Ibrahima Soumah** fut limogé pour faute lourde et **Alpha Mady Soumah** devient nouvel homme fort du département des Mines et de la géologie. **Alpha Mady Soumah**, qui avait pour mission de rectifier le tir de son prédécesseur, commence à combattre le lobby mais ne parvient pas à gagner contre ces puissants hommes qui avaient bénéficié de pots-de-vin à tous les niveaux. C'était en 2003.

Avant la ratification de la Convention par l'Assemblée nationale, il avait demandé aux députés d'**Aboubacar Somparé** de ne pas faire ce travail et de ramener ledit projet au gouvernement pour étude avant toute ratification. Ce fut un vain mot. Dans la dynamique des lobbys en 2006, **Ahmed Tidiane Souaré** ancien ministre des Mines, donne la concession à **Rio Tinto** sous la houlette de **Mamadou Cellou Dalein Diallo** et de **Fodé Bangoura**, respectivement ancien Premier ministre et ancien ministre d'Etat et secrétaire d'Etat à la présidence de la République.

Selon nos sources, c'est dans ce seul dossier de **Rio Tinto** que les deux hommes (**Mamadou Cellou Dalein Diallo** et **Fodé Bangoura**) se sont entendus.

Ahmed Tidiane Souaré avec son Premier ministre, le tout-puissant **Fodé Bangoura** avec feu le **Général Conté**. Ils ont pu faire passer le décret de concession. C'est d'ailleurs à la suite de la signature des deux décrets 007/PRG/SGG du 30 mars 2006 et 008PRG/SGG du 30 mars 2006 (le décret 007 relatif à l'autorisation de privatisation de Fria et le décret 008 donnant la concession à Rio Tinto) que Dalein a été limogé de ses fonctions pour faute lourde.

BSGR

Nouvellement rentré dans le secteur minier guinéen, **BSGR** arrive à chérir le cœur des dirigeants d'alors à travers le respect des délais d'exécution des travaux de recherches sur les périmètres obtenus. C'est dans cet esprit que **Sam Mamadou Soumah**, ministre secrétaire général à la présidence de la République reçoit des ordres du président de demander des comptes à **Rio Tinto** sur son fameux projet d'exploitation du fer guinéen.

C'est ainsi qu'une mission s'est rendue sur les hauteurs du Simandou. A son retour, la mission a demandé au département des Mines de faire la situation des 4 blocs. Une recommandation a été faite par le conseiller juridique d'alors, l'avocat **Momo Sacko**, sur la démarche à suivre pour parvenir à une récupération de la moitié due à l'Etat guinéen sans compromettre ses intérêts devant les juridictions internationales. Ce dernier perdra son poste de conseiller juridique pour le service rendu à l'Etat, par une manigance du lobby de **Rio Tinto**. C'est ainsi qu'à la date du 28 juillet 2008, un décret 040/PRG/SGG a rapporté le décret 008 du 30 mars 2006 attribuant la concession à Rio Tinto. Illico dare-dare, les services techniques du ministère des Mines ont été saisis pour mettre en œuvre les termes du décret de retrait, en déterminant les limites des coordonnées des périmètres à rétrocéder.

Quatre mois plus tard, le gouvernement décide de réattribuer les 2 blocs (1 et 2) à **BSGR** qui avait déjà fait ses preuves sur certains permis. En fin d'année 2008, il devient le propriétaire du permis des deux blocs de Simandou nord. Depuis cette date, un vent soufflant de la bouche des anti-guinéens, laisse entendre qu'il y a eu de la corruption sur l'octroi des permis à la société du riche franco-israélien Benny. La situation devient fortement médiatisée en 2011 et le feuilleton d'accusation sur

la corruption assorti de révision des contrats et du Code minier.

REVISION DES CONTRATS MINIERS - LE CODE MINIER

Le travail proprement dit était outre que celui qui a été fait. Durant des années, quelques contrats ont connu la révision. Le principal contrat qui était d'ailleurs visé était celui de la société **BSGR**, parce que le vrai objectif inavoué était de retirer les titres à cette société qui, pourtant, avait fait ses preuves en finissant et en produisant ses études en 3 années de recherches seulement qu'elle avait la volonté d'exploiter le Simandou et de sortir le fer guinéen sur le marché international de fer un an plus tard si la convention était signée entre elle et le gouvernement guinéen.

A en croire les spécialistes miniers, cette révision était orientée et était un complot ourdi contre l'investissement minier par le biais des impérialistes et leurs complices guinéens. Ce fut la même chose avec la révision du Code minier de 1995 qui n'avait besoin que des textes d'application pour rappeler aux investisseurs miniers les intérêts que la Guinée pouvait avoir prochainement dans ses ressources.

De cette date à 2015, aucun investissement sérieux n'a été fait dans le secteur minier guinéen. La Guinée n'a connu que de scandales de corruption. Et cela, jusqu'en 2016 où des hauts responsables, notamment au temps du CNDD et du régime actuel, sont cités dans les scandales aux USA, en Israël et en Afrique du sud.

BSGR et le fait de corruption

Au commencement, c'est la société **BSGR** qui est accusée par l'Etat guinéen d'avoir fait de la corruption pour obtenir les titres sur les blocs 1 et 2 de Simandou. Des arrestations d'agents de ladite société sont opérées en Guinée. Du côté des Etats-Unis d'Amérique, un des partenaires à celle qui prétend être la femme de feu le **général Lansana Conté**, est mise aux arrêts pour obstruction à une enquête judiciaire sur une prétendue corruption de 5 millions de dollars US.

Ce qui est marrant dans ce dossier de corruption est que celle qui déclare ouvertement être corrompue par la société **BSGR**, n'a jamais été entendue sur procès-verbal jusqu'en fin 2015 et mène une vie paisible aux USA. Parce que là, on ne sait pas qui elle a corrompu et en qualité de quoi ou quel est le poste qu'elle a occupé dans les différents gouvernements de feu le **général Lansana Conté** pour parler de la

"corruption passive" comme le soulignaient les chefs d'inculpation des deux employés de **BSGR** à savoir : **Ibrahima sory II Touré** et **Issiaga Bangoura "Benjamin"**, un dossier que la justice guinéenne tarde encore à prouver et à clôturer. En tout cas, les dirigeants de **BSGR** sont catégoriques. D'ailleurs, ils qualifient cet acte d'accusation d'acharnement contre leur société.

Rio Tinto et le fait de Corruption

Après l'annonce de son retrait du projet Simandou sud, l'Etat guinéen a passé la main à un des actionnaires de **Rio Tinto**, en l'occurrence **Chinalco** pour la continuité de ce projet. Une forte délégation gouvernementale conduite par le chef de l'Etat, le **Pr Alpha Condé**, s'est déplacée à cet effet pour la finalisation des accords entre l'Etat guinéen et la société chinoise **Chinalco** appelée à prendre la tête dans ce projet. Cette signature a eu lieu en Chine en fin 2016.

Quelques jours après cet acte historique, Rio Tinto sort encore ses griffes, cette fois-ci contre son ancien allié qui est l'Etat guinéen, en disant que certains de ses cadres avaient réussi à faire de la corruption lors de la signature des accords transactionnels qu'elle a contractés avec la Guinée par l'entremise de François de Combret, un des conseillers à Sekhoutourey, avec un paiement de 10.5 millions de dollars US.

Dans ce dossier, aucune institution étatique, internationale n'a cherché à poursuivre... **Rio Tinto**. Là aussi, la société a dit officiellement que ses cadres sont passés par la corruption pour obtenir ce qu'ils ont eu sur le dos du peuple guinéen.

Alors faut-il continuer à croiser les bras pendant que des individus sont en train de se sucrer et de se beurrer sur le dos du pauvre contribuable guinéen ?

C'est là où bon nombre d'observateurs se posent la question de savoir ce qui se cache réellement dans le dossier du mont Simandou.

La justice reste le seul moyen pour que le peuple guinéen soit libéré de l'esprit maléfique du colon blanc et du colon noir.

Par **Ibrahima N'Diaye**



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Un carnaval géant supplie Antonio Souaré de se porter candidat à la présidence de la Féguifoot

Le rédempteur du football guinéen va-t-il accepter ? Cette marche a été organisée ce lundi 9 janvier 2017 par la Coordination des clubs du pays et des membres statutaires de la Fédération guinéenne de football (Féguifoot). Avec pour itinéraire, Stade du 28 septembre - Port de Conakry, Palais Sèkhoutouréya-Avenue de la République, Route du Niger-Siège de la Féguifoot.



Du stade du 28 septembre au siège de la Féguifoot, les marcheurs ont réclamé la candidature de leur idole de rédempteur du football guinéen.

Munis de bougies, de torches, et de lampes synonymes de lumière et de clarté, la marée humaine en scandant de slogans et arborant des t-shirts et banderoles à l'effigie d'Antonio Souaré sur lesquelles on pouvait lire : « Antonio le sauveur du football guinéen », « Antonio, la solution pour le football Guinéen, ce sera toi le président de la Féguifoot ».

Partout, d'interminables expressions de soutien pour le renouveau du football guinéen dont Antonio est le rédempteur. C'est surtout au marché Niger que les acclamations atteindront leur apothéose. Des marchands, des marchandes, des vendeurs de lubrifiants qui ont pris d'assaut les abords de la route, sortiront pour se mêler à cette caravane, tous prient le Ciel pour qu'Antonio Souaré veuille bien accepter d'être candidat à la prochaine

élection à la présidence de la Féguifoot. Et que cela soit auréolé d'une victoire écrasante. Et pour cela, tous les membres statutaires à travers le pays souhaitent voir Antonio Souaré accepter d'être leur candidat pour sauver le football guinéen. En plus de tous les sacrifices que l'homme consentit pour ce sport, c'est sur cette demande seulement qu'il fera l'unanimité pour rehausser le niveau de notre football qui a tant souffert d'improvisations et d'amateur-

risme. Le OUI d'Antonio à cette demande du peuple doit être un OUI intangible. Un OUI sacré en attendant le jugement de l'histoire qui retiendra ce déferlement populaire et impressionnant jamais vu sur l'itinéraire emprunté, provoquant par endroits des bouchons indescriptibles dans Kaloum au point de rendre parfois la circulation difficile.

C'est aussi cela la rançon de la gloire pour Antonio Souaré qui ne pourra plus reculer, et en aucune circonstance. Le rédempteur va-t-il accéder à la demande des membres statutaires et des fêrus de cuir-rond ? On le saura dans les jours à venir.

Par Ibrahima Diallo
DG de la radio Liberté Fm



La marche de réclamation est longue, mais bien animée par les phanphares et des chants populaires improvisés en reconnaissance au sacrifice consenti par Antonio Souaré pour changer l'indice du football guinéen.

MUSIQUE

VIDEOS

TELECHARGEMENT

INFO

PEOPLE

INTERVIEW

Le portail culturel & événementiel

le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)

Antonio Souaré, demain la Féguifoot !

Les élections à la Féguifoot, c'est déjà demain. Dans les jours à venir, les membres du bureau de la Coordination des clubs soutenant la candidature d'Antonio Souaré pour l'élection au poste de président de la Fédération guinéenne de football (Féguifoot) se rendront à l'intérieur du pays pour expliquer les raisons du soutien inconditionnel de leur structure à cette candidature. Ça promet ! Au regard de l'engagement de l'homme pour le développement de notre football, nul plus que lui ne pourra être le candidat idéal. Sur le terrain, de par ses investissements, sa vision et son expérience de manager, le football guinéen retrouve les paramètres permettant une forte avancée dans le cadre des techniques modernes de la pratique des sports en général et du football en particulier. Aller à la crête de la fédération, est important. Mais encore plus important ici, c'est l'adhésion populaire de tous ceux qui concourent à la mise en place d'une véritable organisation qui nous sortira enfin de l'improvisation et des mauvaises habitudes qui ont toujours gangrené le sport roi dans notre pays.

Les réalisations pratiques d'Antonio Souaré sur le terrain, son plan de préparation du travail, l'ont conduit avec humilité à se hisser au stade où il est aujourd'hui. C'est pourquoi, il n'est pas exclu que la démonstration de force exprimée dans les villes de l'intérieur du pays soit égale ou supérieure à la grande caravane qui a fait trembler Conakry le 9 janvier dernier. Cela dit, malgré les propos acerbes des pêcheurs en eaux troubles, les membres du bureau de la Coordination des clubs soutenant la candidature d'Antonio Souaré continuent leur chemin, et par la volonté de Dieu, atteindront leur objectif. Celui de l'amener à accepter cette candidature et, avec leur soutien, à triompher le jour des élections. N'en déplaie donc à ceux qui ne veulent pas le voir à tête de la Féguifoot. Pour le nouvel indice du football guinéen, Antonio Souaré doit accepter d'être là. Pour le changement, il doit être là. Pour vaincre le signe indien et renouer avec la victoire, il doit être là. Et il sera là après le congrès électif. Car, c'est lui que les électeurs, dans leur majorité, réclament. Tous décident de



Antonio Souaré, le messie du football guinéen, reste et demeure un véritable serviteur de notre sport, pour la grandeur et le bien-être de la Guinée.

le plébisciter à cause de sa grande humilité et de sa compréhension légendaire des problèmes d'autrui, son esprit de solidarité sans faille à l'endroit de « tout le monde », mais aussi ses nombreux sacrifices consentis pour la bonne cause du football guinéen. Oui, c'est ici à Conakry, dans les villes de l'intérieur du pays et le jour du congrès électif que tout se décidera ! Confiants et sereins, les supporters de sa candidature et les membres statutaires de la Féguifoot attendent de lui et de son équipe un nouveau départ pour le football guinéen.

Et une bonne marche au fil des années à venir. Membres de la Coordination des clubs et amis du football guinéen assument pleinement le bon choix, car ils croient en leur joker. Et ils ont tout à fait raison, Antonio Souaré, le messie du football guinéen, reste et demeure un véritable serviteur de notre football, pour le renouveau, la grandeur et le bien-être de la Guinée. Et il le sera demain plus qu'aujourd'hui.

Par Ibrahima Diallo
 DG de la radio Liberté Fm

Billet d'humeur / Faya Milimouno, ou l'impossible constance



Par Kadja Diallo
 New York City, NY

Faya Millimouno veut imposer ses vues partout et s'emporte pour un oui ou pour un non. Verrouillé à tout consensus, il est en passe de devenir un épouvantail pour ses pairs, un allié indésirable dans une coalition politique, parce que versatile et incertain. Il a

malheureux à la présidentielle de 2010 – pour créer le **Bloc libéral**.

Après avoir difficilement obtenu son agrément, il rejoint d'abord l'**opposition républicaine**, qui regroupe notamment l'**UFDG** de **Cellou Dalein Diallo**, l'**UFR** de **Sidya Touré** et le **PEDN** de **Lansana Kouyaté**.

Puis, il claque la porte et, soudain esseulé, il s'engouffre dans la Coordination de l'opposition extraparlamentaire (**COEP**) fondée par **Mohamed Lamine Kaba** et **Bouba Barry**, respectivement transfuges du **PNR** et du **RPG** – qui se ressemblent s'assemblent. Et ensuite, la **COEP** ne trouve plus grâce à ses yeux, il s'en éjecte sans crier gare parce que, dit-il, « *les ambitions nourries jusque-là par (ses) pairs ont été biaisées* » et il y a « *des divergences majeures* »

privé que si **Alpha Condé** a accédé au pouvoir, c'est parce qu'il n'a jamais fait de compromis.

Notons au passage son admiration secrète pour l'homme qu'il combat de toutes ses forces. Il fait de son ennemi son modèle. Comprenez qui pourra ! Notons surtout que compromis ne signifie pas compromission. L'un est dicté par le patriotisme, l'autre par l'arrivisme.

L'attitude de Faya Millimouno est pour le moins maladroite et incompréhensible. Pour maints observateurs, il est un perturbateur multirécidiviste, inconstant et insatisfait. Il faut être méfiant et prudent quand il se tourne vers vous. Car pour un rien, il vous enverra valdinguer. Comme un cactus, on ne sait jamais par quel bout le prendre. Même **Cellou Dalein**

pouvoir accéder un jour au pouvoir. Ce serait une calamité pour la Guinée ! Pesant peu dans la balance politique, il cherche le grand chambardement de l'opposition qui, pense-t-il, fera rebattre les cartes et lui offrira des opportunités. Il veut émerger coûte que coûte de son statut de petit leader politique et il croit pouvoir y parvenir en naviguant à vue.

« *Nous allons consulter les uns et les autres pour prendre une décision (...)* mais il faut aussi qu'un certain nombre de règles soit respecté (...) ça ne devrait pas être à l'origine de l'implosion de notre opposition. Je souhaite vivement que chacun revienne à la raison », a dit **Cellou Dalein Diallo** face aux sorties déplacées et à la conduite politique du président du BL qui fait désordre.



L'attitude de Faya Millimouno est pour le moins maladroite et incompréhensible. Pour maints observateurs, il est un perturbateur multirécidiviste, inconstant et insatisfait. Il faut être méfiant et prudent quand il se tourne vers vous.

Sagesse

1 Le divin c'est peut-être ce qui, en l'homme, résisterait au manque de Dieu.
 Jean Rostand
 (Carnet d'un biologiste)

2 Il ne faut pas toucher aux idoles : la dorure en reste aux mains.
 Gustave Flaubert
 (Madame Bovary)

3 Tous ceux à qui j'ai enseigné l'art invincible de bander l'arc et de lancer le trait m'ont finalement pris pour cible.
 Saadi

décidément la bougeotte. C'est à croire qu'il ne sait pas ce qu'il veut. En tout cas, il ne s'entend avec personne sur l'échiquier politique guinéen, il rue dans les brandards lorsqu'on lui dénie son magistère. Faya veut toujours dicter sa loi aux autres. Sinon, c'est le clash ! Tenez, il quitte avec fracas le parti **NGR d'Abé Sylla** – son « ami d'Amérique » candidat

de convictions politiques et des affirmations opaques ». Dernier exploit, il quitte le dialogue interguinéen, le 6 octobre 2016, lorsque toutes les parties prenantes cherchaient une issue négociée à la crise politique. Il se justifie par des arguties qui ne révèlent encore une fois qu'un égo surdimensionné et des calculs politiques cousus de fil blanc. Il aime à dire en

Diallo, pourtant connu pour sa tolérance et sa pondération, s'est hérissé devant l'inconstance et le comportement dévastateur de **Faya Milimouno**. Le président du Bloc libéral est un homme politique imprévisible et intransigeant. Deux défauts qui en font un aventurier politique et un apprenti dictateur. Heureusement qu'il est trop peu populaire pour

Pour sa part, l'**UFDG**, parti majeur de l'opposition, reste égale à elle-même. Elle fait sienne cette pensée de Napoléon III : « En politique il faut guérir les maux, jamais les venger. » Faya a encore une chance de sauver ce qui peut l'être chez lui. Mais il doit se ressaisir dès maintenant. Demain, ce serait déjà trop tard ! ■



Le ministre Yombouno marque son bilan commercial

L'année qui vient de s'écouler aura été bien comblée pour le Commerce, avec la réalisation de 95% des objectifs du ministère que dirige **Marc Yombouno**.

Pour l'année 2016, le ministère du Commerce s'est fixé 5 objectifs majeurs pour la relance et la valorisation de son secteur, moteur de l'économie guinéenne. Entre autres, l'intégration du commerce dans l'économie guinéenne par le renforcement des capacités des ressources humaines et le développement de l'exportation, l'appui à la promotion et le développement des filières d'exportations, l'approvisionnement du marché en denrées de première nécessité, l'intensification du contrôle de qualité des aliments et le renforcement de la participation guinéenne au commerce sous-régional et international. Ainsi que la formation de 335 personnes provenant du secteur public et privé, la formulation des projets d'appui au renforcement des capacités du laboratoire national du contrôle qualité pour 3 millions de dollars.

Par rapport aux objectifs fixés, le ministre du Commerce parle d'un taux de réalisation de 95%. Par ailleurs, l'année 2016 a connu l'augmentation du nombre d'analyses d'échantillons de produits de 17%, suite au foisonnement d'unités de production et conditionnement de l'eau, et à l'augmentation de volumes d'exportation.

Ceci a permis la destruction de 4 491 403 tonnes de produits alimentaires périmés et falsifiés. Sur le plan international, la Guinée a participé à des forums économiques et commerciaux pour attirer les investisseurs.

Le ministre du Commerce s'est félicité des résultats obtenus par son département en 2016. «Les résultats sont bien sûr, quand on fait une évaluation, positifs, mais il faut reconnaître qu'il y a eu des insuffisances. C'est surtout sur ces insuffisances que nous devons baser nos nouvelles stratégies. Les réussites sont à maintenir pour accentuer nos efforts sur ce qu'on n'a pas pu faire», a dit **Marc Yombouno**.

Parmi les faiblesses, figure la non-finalisation des élections des instances de la Chambre du commerce. «C'est un défi à relever au courant de cette année», promet-il.

Des résultats dans le domaine du contrôle de qualité des denrées alimentaires, le ministre cite la collaboration avec les services antifraudes qui a aidé à exfiltrer plus de 3.500 tonnes de farine périmée, plus 400.000 cartons des jus, de lait et



Le ministre Marc Yombouno.

d'autres produits liquides, plus de 29 tonnes de sucre et d'énormes stocks de cigarettes. Pour tout, le ministre se réjouit de la stabilité des prix des denrées alimentaires qu'il dit avoir été effective grâce à la franche collaboration des opérateurs. Courant 2017, il envisage de former 600 acteurs aux règles des échanges commerciaux et de mener une sensibilisation sur les dangers des produits périmés.

Par **Abdoul Malick Diallo**

Baidy Aribot prévient l'opposition républicaine: «Je manifesterai pour défendre l'Ufr»

En parfait désaccord avec l'Ufdg de **Cellou Dalein Diallo**, l'Ufr de **Sidya Touré** ne veut pas entendre parler du point 2 de l'Accord politique du 12 octobre 2016.

Mercredi 11 janvier 2017, son secrétaire exécutif, **Baidy Aribot** s'est attaqué à l'opposition républicaine qu'il accuse de vouloir violer la Constitution en acceptant la désignation des chefs de quartiers et de districts proportionnellement aux résultats obtenus par chaque liste aux communales.

Le rôle d'une opposition c'est, selon **Baidy Aribot**, de dénoncer la gouvernance du pouvoir en place, de se battre pour le respect des lois et de faire des propositions dans le sens de renforcer la démocratie. Un rôle qu'il estime avoir échappé à l'opposition républicaine à qui il reproche d'entretenir une position ambiguë.



Baidy Aribot.

«Aujourd'hui, voilà une opposition républicaine qui, auparavant s'était inscrite dans cette logique d'élire les chefs de quartiers et de districts. Et soudainement, revient pour dire que ce n'est pas possible, cette fois-ci nous souhaitons que ça soit des nominations. Où est la conviction dans leur combat?», se demande-t-il.

Si le projet du Code électoral n'a pas été présenté au Parlement le 4 janvier 2017, ce n'est non pas le Rpg Arc-en-ciel qui a fait le blocage mais, révèle

Aribot, c'est parce que les débats n'étant pas épuisés à la Commission des lois, le texte ne pouvait donc pas passer. Face à la menace de l'opposition républicaine de manifester pour exiger l'application de l'Accord politique, le député de l'Ufr prévient que si les opposants manifestent, l'Ufr: «...va manifester».

A propos, le député Aribot précise qu'«il ne s'agit nullement de contre-manifestation parce que contre-manifester c'est manifester le même jour et au même endroit que les autres (...). Je manifesterai pour défendre la position républicaine de l'UFR. Je défendrai la Constitution et la République». Et le député Baidy Aribot est connu pour être un homme qui dit ce qu'il fait.

Par **A.M.D**

Le processus électoral guinéen pris en aversion Février arrive, le miracle aussi ?

Qui qu'on soit, de quel côté qu'on se trouve ou de quel bord politique l'on appartient, l'on est aujourd'hui unanime sur une chose: la classe politique a plongé les populations dans un navire voguant au gré des vagues d'un océan de processus électoral qui semble s'étaler (jusqu'à l'infini).

Pour l'heure, rares sont les personnes qui arrivent à bien scruter la situation dans laquelle la Guinée se trouve, et quelle sera l'issue du processus électoral.

Cela s'explique d'autant plus que même les acteurs politiques ne sont pas d'accord sur l'esprit des dispositions de la Constitution, du Code électoral et du Code des collectivités qui en sont le cadre juridique.

Guerre de sémantique

Tout a commencé par l'organisation des élections locales qui ouvrent ainsi la voie à une confusion autour de l'interprétation de l'article 134 de la Constitution qui dispose: «les Collectivités locales sont les Régions, les Communes Urbaines et les Communes Rurales».

N'étant pas explicitement cités dans cette disposition, pour l'opposition, il ne devrait donc pas y avoir d'élections dans les districts et les quartiers. Elle défend la proposition contenue dans le point 2 de l'Accord politique du 12 octobre, qu'elle partage avec le parti au pouvoir, qui propose la désignation des conseillers locaux au prorata des résultats obtenus par chaque liste candidate aux élections locales.

Pour le camp d'en face composé par la Société civile, cette opinion rime avec la mauvaise

foi de vouloir dessaisir les citoyens du droit que la loi leur a octroyé de s'auto-administrer librement.

Le député de l'Ufr, **Dr Deen Touré** souligne: «Dans le domaine du droit, il y a la loi et l'esprit de la loi. Cela veut dire que quand en Guinée, on vous dit que les quartiers et districts sont des sections des collectivités dans le Code électoral, autrement dit, ce sont des portions des collectivités. Je pense que la mauvaise foi peut aider à dénaturer les expressions. On se contente des mots, des sémantiques. C'est pour cela qu'il vaut mieux faire un Code des collectivités pour trouver la place du quartier ou du district dans le dispositif territorial. Quand on n'a pas le Code des collectivités, on ne peut même pas parler de son administration parce que la collectivité s'administre par la loi et la circonscription par le règlement. Si on veut les sortir aujourd'hui du domaine de la loi, ça ne peut aller que dans le domaine du règlement. Dans ce cas, il faut les faire désigner par l'Etat».

Le nouveau Code électoral amendé, censé départager les protagonistes, a été envoyé tardivement au Parlement. Il était prévu qu'il soit adopté pour permettre la tenue des élections en février prochain. Mais, voilà que l'aventure du texte à l'Assemblée nationale se fait sur un chemin d'embûches. Les débats n'ont même pas dépassé la Commission des lois à plus forte raison l'intercommission avant de pouvoir espérer passer en plénière pour y être adopté. 10 jours avant que cela ne soit possible, une motion de procédure avait été introduite à l'Hémicycle à

cause des données conflictuelles et conflictogènes que présente le document.

L'incertitude

Au regard de la situation, il est prétentieux de parler de la date des élections communales. Puisqu'avant tout, il faudra d'abord lever les contraintes pour bien se fixer un chronogramme... et indiquer le jour du scrutin.

C'est un passage obligé. L'autre indicateur est que le nouveau Code électoral sera débattu lors de la session extraordinaire prévue en février

prochain à l'issue de laquelle il va être adopté ou résilié purement et simplement.

Si c'est le premier cas, la CENI aura un délai raisonnable pour se l'approprier et proposer un chronogramme que le chef de l'Etat va entériner ou non (si les élections doivent avoir lieu) au moins 60 jours avant le scrutin.

Conclusion, il faudrait un vrai miracle pour que le grand rendez-vous électoral puisse se tenir cette année ici en Guinée.

Par **A.M.D**

MUSIQUE

VIDEOS

TELECHARGEMENT

INFO

PEOPLE

INTERVIEW

Gnakrylive.com

Le portail culturel & événementiel

le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur **Facebook**



cliquez pour entrer dans le réseau
Facebook.com/Le-populaire-conakry

MESSAGE / Me Cheick Sako honoré et distingué par les autorités françaises de Montpellier

À Montpellier (France), le Ministre guinéen de la Justice et Garde des sceaux, Me Cheick Sako a parrainé lundi, 19 décembre, la cérémonie de prestation de serment de plus de 170 jeunes avocats.

La cérémonie s'est déroulée à la cour d'Appel de Montpellier et à l'école de formation des avocats (Centre-sud) en présence des bâtonniers de Montpellier, Nîmes et Riom, ainsi que de plusieurs autres personnalités françaises.

A cette occasion, le Ministre guinéen de la Justice, Me Cheick Sako, a été honoré en présence d'une délégation guinéenne composée essentiellement de professionnels du droit.

Parmi ceux-ci, Me Mohamed Koly Camara, chef de Cabinet du ministère de la Justice, le procureur général près la cour d'Appel de Kankan, William Fernandez et Me Amara Bangoura de l'ordre des Avocats de Guinée.

Entre autres honneurs, la présente promotion d'avocats a été baptisée « Cheick Sako ». Le professionnalisme rare, la confraternité et l'humanité de l'homme lui ont valu tout cet honneur dans cette ville française qui l'a accueilli alors qu'il n'avait que 19 ans. Son choix comme parrain a été basé sur les critères précités et le vote des étudiants sortants.

« Le parrain de votre promotion cette année, celui qui vous est proposé en modèle et en exemple, celui que nous voulons honorer et qui vous honore de sa présence et vous donnera ce que j'oserai appeler la bénédiction finale est notre confrère Cheick Sako, ancien



Ancien avocat au barreau de Montpellier, Me Cheick Sako est arrivé dans cette ville du sud de la France à 19 ans.

avocat au Barreau de Montpellier, Garde des sceaux, Ministre de la Justice de la République de Guinée », a affirmé, dans son discours de circonstance, le président de l'Ecole de formation des avocats Centre-sud de Montpellier, bâtonnier Frédéric VERINE. Amorçant ainsi les éloges qui ont plu sur le parrain de la cérémonie.

« Je suis très sensible à l'insigne honneur que vous me faites en me désignant comme parrain de la nouvelle promotion d'Avocats ici présente », a répondu Me Cheick Sako. Dans un discours captivant, Me Sako a appelé à la maîtrise de soi, en citant un

proverbe africain ci-après: » l'ombre du zèbre n'a pas de rayure « . La robe que vous êtes désormais appelés à porter ne devra pas laisser apparaître vos profonds ressentis. Vous partagerez l'angoisse, l'impatience, la détresse de vos clients. Vous partagerez aussi leur joie et leur triomphe. Dans l'angoisse comme dans la joie, maîtrisez toujours vos nerfs », a conseillé l'avocat devenu ministre depuis 2014. Me Cheick Sako a signalé à ses jeunes confrères que le métier d'avocat force d'admiration par la noblesse qui la caractérise. « Un confrère ne disait-il pas, à juste titre : »

si tu veux être heureux 24 heures, plonges-toi dans les profondeurs abyssales de la bouteille. Si tu veux être heureux 48 heures, maries-toi. Si tu veux être heureux toute ta vie, deviens avocat « ... », A-t-il poursuivi.

En plus des conseils, Me Cheick Sako a aussi formulé quelques mots de prière. « Aujourd'hui, la laïcité paraît plus que jamais une nécessité absolue dans un monde envahi par l'obscurantisme et le fanatisme religieux. A cet égard, permettez-moi, mes jeunes confrères, de prier pour vous : Dieu fasse que vous connaissiez dans la vie une réussite professionnelle éclatante qui vous fera oublier les souffrances endurées ainsi que les sacrifices consentis jusque-là... ».

Aujourd'hui ancien avocat au barreau de Montpellier, Me Cheick Sako est arrivé dans cette ville du sud de la France à 19 ans. Il devient avocat et il exercera pendant plus de vingt-cinq ans au barreau de Montpellier et comme assistant, puis maître-assistant à la faculté de droit de l'Université de Montpellier. Il a été membre du Conseil de l'ordre de 1998 à 2000 et délégué de plusieurs bâtonniers français sur l'Afrique.

La délégation guinéenne a apprécié l'honneur rendu au Ministre Sako à sa juste valeur. Pour les Guinéens qui ont pris part à cette cérémonie, c'est le pays et le Président de la République de Guinée qui sont honorés à travers le ministre de la Justice.

Par Sékou Kéita



ELECTRICITE DE GUINEE
Direction Générale
Cellule Communication

COMMUNIQUE

Dans le cadre de la Coupe d'Afrique des Nations CAN Gabon 2017, la Direction Générale de EDG est soucieuse d'assurer l'alimentation de l'électricité à son aimable clientèle au maximum de ses possibilités.

Cependant, pour des raisons de gestion de l'eau dans les barrages hydrauliques en cette période d'étiage, la demande de production et de distribution dépasse la capacité de fourniture d'électricité pour alimenter tout le monde à la fois.

C'est pourquoi, EDG a mis en place un programme spécial de desserte pour la fourniture de l'électricité pendant les matchs pour satisfaire le maximum de clients. Mais, pour cela, EDG demande à tout le monde d'observer les règles suivantes :

- Eteindre les lampes pendant la journée ;
- Eteindre tous les récepteurs avant de quitter les bureaux et lieux de travail, magasins et chantiers ;

- Allumer le strict indispensable et nécessaire de récepteurs pendant les matchs
- Ne pas utiliser les fers à repasser, réchauds, cuisinières, Chauffe eau, split et climatiseurs pendant les matchs ;
- Arrêter les activités de soudure et de menuiserie électrique pendant les matchs.
- En cas de pannes, ne faire intervenir sur le réseau que les techniciens d'EDG.

La Direction Générale de EDG tien au strict respect de ces règles afin d'amoindrir les désagréments et satisfaire le maximum de Clients possible. Elle vous remercie de la compréhension et sait compter sur l'esprit civique de chacun et de tous.

Janvier 2017

La Cellule Communication

COCAN 2023 : Des Guinéens de la diaspora seront dans les commissions

Le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) a attribué le 20 septembre 2014 à la Guinée l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en 2023. Plus de 18 mois après cette désignation, le président Alpha Condé a pris un décret l'autre semaine pour meubler le Comité de pilotage de l'organisation de cette plus grande manifestation sportive du continent.

Rencontré à l'effet d'en savoir plus sur la suite du travail relatif notamment à l'ameublement des 11 commissions qui doivent composer le Comité d'organisation de la CAN, le secrétaire général du ministère de la Culture, des sports et du patrimoine historique a commencé par décliner les attributions du Comité de pilotage présidé par le riche homme d'affaires Antonio Souaré.

bénévolat, culturelle et artistique, ainsi que la commission supporters.

2017 est loin, mais 2017, c'est encore demain. Face au défi qui interpelle la Guinée qui organise pour la première cette compétition, M. Keira rassure que le ministère veut partir très vite. « Puisque c'est à notre département de faire ce travail de proposition des cadres et de le soumettre à la signature du décret par le président de la



Fodéba Isto Keira, secrétaire général du ministère de la Culture, des sports et du patrimoine historique.

« Ce Comité de pilotage a pour mission de définir les orientations stratégiques et le plan d'action opérationnel à mettre en œuvre dans le cadre de la préparation infrastructurelle festive de la CAN 2023. Il est également chargé de l'élaboration d'un chronogramme des actions à réaliser et de la coordination des actions des administrations et des partenaires privés intervenant dans l'organisation de la CAN, la mobilisation des financements et toute autre confiée mission confiée à ce Comité par le président de la République », indique Fodéba Isto Keira.

Dans l'esprit du décret du pouvoir central publié le 14 octobre 2016 portant création, attributions et composition du COCAN et dans l'esprit de l'exécution de ce décret, un arrêté doit être par le ministère en charge des Sports, et qui sera soumis au Premier ministre. Ce qui, aux dires de notre interlocuteur, va déboucher sur la mise en place des commissions techniques. A savoir : les Commissions finances, infrastructures, télécommunications, communication, transports et logistiques, sécurité, protocole et accueil, logement et hébergement et restauration, santé, organisation sportive, mobilisation et

République, mais aussi de l'arrêté par le Premier ministre », enseigne-t-il.

« En amont, l'ancien ministre des de la Culture, nous avons écrit à toutes les structures. C'est-à-dire les ministères qui peuvent intervenir dans ces différentes commissions techniques. Nous leur avons demandé de nous envoyer un courrier dans lequel ils vont désigner des cadres représentant ces ministères respectifs au sein de ces différentes commissions. Et ce sont des commissions qui ont un caractère inclusif et participatif. Donc, nous ne voulons exclure personne. Mais il faut retenir que toute la Guinée ne peut pas faire partie des commissions du COCAN. Il faut qu'on sache cela ».

Le travail se fera sur la base de ce choix, en amont par le département. Mais aussi, précise M. Keira, « nous allons coopter des personnes ressources ici en Guinée tout comme à l'extérieur ».

La liste sera publiée dans les jours ou mois qui suivent, et va intégrer les guinéens de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur.

Par Mady Bangoura

Conakry, capitale mondiale du livre en 2017 J-100 : Le compte à rebours a commencé



MM. Samsy Kaba Diakité commissaire général de Capitale mondiale du livre en 2017 et Yan Denilson représentant de l'Unesco.



Mardi 30 juin 2015, au siège de l'Unesco à Paris, Conakry a été désignée **Capitale mondiale du livre en 2017**. Un événement auquel plusieurs autres villes de la planète avaient postulé. A 100 jours de l'entame de ce mandat qui couvre pratiquement une année, les responsables en charge de l'organisation de l'événement ont été reçus en audience mercredi 11 janvier 2017 par le Premier ministre, Mamady Youla à Conakry.

Conduite par le ministre de la Culture, des sports et du patrimoine historique, **Siaka Barry**, la délégation était composée des partenaires au développement, des acteurs du secteur du livre, du représentant de l'Unesco et de nombreux autres invités venus de l'étranger.

Une occasion que le commissaire général de Conakry, capitale mondiale du livre **Samsy Kaba Diakité** a mise à profit pour interpeller le gouvernement à plus d'engagement à

accompagner ce projet d'utilité nationale, au regard de la "timidité" observée face à celui-ci. Représentant l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), **Yan Denilson** a étalé les acquis ayant milité à la faveur de la Guinée pour sa désignation au titre de la **17e ville** à abriter ce rendez-vous planétaire et la **3e en terre africaine**.

Des acquis que l'émissaire de l'Unesco a résumés en la pertinence du dossier guinéen qui met un accent particulier sur la jeunesse, l'avenir de toute nation.

En réponse, le Premier ministre, **Mamady Youla**, a rassuré de l'engagement tout entier de son gouvernement, par l'entremise du président de la République, à soutenir et à accompagner le projet d'envergure nationale, eu égard à la visibilité que celui-ci va procurer à la Guinée.

Conakry entame donc son mandat le **23 avril 2017** pour le terminer le **22 avril 2018**, avant que la capitale grecque, Athènes, ne lui succède.

Cette manifestation nécessite la mobilisation d'un budget de 3 millions et demi d'euros.

Par Mady Bangoura

CINÉMA & SPECTACLES La Guinée se dote d'une salle ultra moderne

CanalOlympia, c'est le nom d'une salle de cinéma et de spectacles ultra moderne inaugurée mardi 10 janvier 2017 par le président de la République.

C'était en présence de plusieurs représentants des missions diplomatiques et consulaires accréditées au pays. On y notait également la présence effective de plusieurs membres du gouvernement, ainsi que de nombreux invités.

L'œuvre est du groupe Vivendi. Le joyau architectural, sis à la Bluezone de Kaloum, se présente comme un espace polyvalent pour offrir le meilleur du cinéma, de la musique et du livre.

La salle de 300 places propose 3 séances de cinéma quotidiennes, à 14H, 17H et 20H du mardi au dimanche avec de nouveaux films ayant vocation à sortir en même temps qu'en France. **CanalOlympia** est doté d'équipements de projection et de sonorisation numériques des plus modernes, et dispose notamment d'un écran Scope et de tout ce qui se fait de mieux en matière de son : Dolby 7.1. Avec une alimentation électrique assurée par 432 panneaux solaires pour une puissance totale de 142 kWc en vue de subvenir aux besoins en énergie de la salle pendant la journée et recharger des batteries BlueSolutions de 360 kWh qui

permettent notamment de restituer l'énergie solaire stockée, la nuit tombée.

Dans son discours de circonstance, la présidente de **Canal Olympia**, et par ailleurs Vice-présidente de **Vivendi Village**, **Corinne Bach**, a indiqué que l'ouvrage est le tout premier d'un réseau de salles de cinéma et de spectacles que son groupe de médias et de contenus ouvrira dans plusieurs autres pays d'Afrique occidentale et centrale au cours des prochains mois.

Pour sa part, le ministre de la Culture, des sports et du patrimoine historique, après avoir fait observer une minute de silence à la mémoire du célèbre réalisateur **Cheick Fantamady Camara**, a retracé le passé glorieux du cinéma guinéen depuis les années 50 jusqu'en 1984, date du décès du premier président de la République de Guinée, feu le camarade **Ahmed Sékou Touré**.

Le ministre **Siaka Barry**, à travers des chiffres et données bien fournis, s'est ensuite penché sur la chute vertigineuse du 7e art depuis cette date, avant d'inviter le chef de l'Etat – qu'il sait homme de culture de premier plan – à accorder une attention particulière à ce secteur qui peut bien aider à renflouer les caisses du Trésor public.

La cérémonie auréolée de projection de films et qui coïncide avec le **cinquantenaire du cinéma guinéen**, a également connu le décernement d'une distinction honorifique à titre posthume à **Cheick Fantamady Camara** pour l'ensemble de ses œuvres et pour sa participation à l'émergence et au rayonnement de la culture guinéenne à travers le cinéma.

Il en a été de même pour deux autres icônes du cinéma guinéen, en l'occurrence **MM. Moussa Kémoko Diakité**, réalisateur du film sur le **Hafia FC triple champion d'Afrique**, et à **Sékou Oumar Barry** grâce à qui la Guinée se targue du film *Et vint la liberté*.

C'est au terme d'une série de discours et de témoignages que le président **Alpha Condé** a procédé à la coupe du cordon inaugural sous les ovations nourries du public.

Par Mady Bangoura

CAN - Gabon 2017 - Gratuit

Ratoma, solidaire : Une commune qui GAGNE

**Le Citoyen
à la base
d'un nouveau
départ**

LECTURE MINUTE
20
PROPOSITIONS

RATOMA CAN 2017

1. Créer et Renforcer la Police Communale et la déployer dans nos Quartiers, afin qu'elle soit proche de vous ;
2. Lancer la concertation sur les rythmes scolaires avec l'organisation d'assises locales de l'éducation réunissant experts, parents, enseignants et enfants ;
3. Se battre pour l'emploi en constituant autour de Ratoma, une agglomération capable de peser politiquement et d'accueillir des entreprises de tailles intermédiaires à haute valeur technologique ;
4. Corriger les règles d'urbanisme avec le conseil d'architectes et d'urbanistes pour donner à Ratoma son charme et ne pas pénaliser son développement futur ;
5. Créer un transport en commun avec deux lignes de Bus (Hamdallaye-Enco5-Sonfonia) et (Sonfonia-Kipé-Hamdallaye) à haut niveau de service et arrêts prédéfinis ;
6. Miser sur la jeunesse et l'événementiel en se donnant les moyens d'accueillir des concerts, Manifestations sportives et culturelles et salons professionnels ;
7. Développer l'offre touristique et hôtelière notamment sur le littoral en travaillant sur une meilleure capacité d'accueil et de services haut de gamme ;
8. Création de Maisons relais d'assistances médicales avec personnel résident dans le quartier pour un suivi quotidien et une référence rapide en cas d'urgence ;
9. Aménagement d'un espace sur le plateau de Koloma une nouvelle zone avec des équipements publics, une qualité environnementale exemplaire, des centaines d'emplois ;
10. L'ouverture dès les grandes vacances, de la maison de l'emploi ;
11. Mise en place effective des maisons de jeunes avec équipements multiservices et intergénérationnel au

service du vivre ensemble ;

12. Livraison avant la fin de l'année 2017 de la « Troupe » comme lieu de formation artistique et culturelle pour les arts du théâtre ;
13. Ouverture d'un Centre d'aide et d'orientation à la réussite des jeunes étudiants ;
14. Foire annuelle de l'emploi pour mettre en contact les étudiants sortant d'université et les entreprises de la place, comme meilleur moyen de réguler le marché du travail ;
15. La mise en place d'un fonds spécial pour encourager les propriétaires à investir sur les économies d'énergie à partir de l'énergie solaire ;
16. La recherche de voies et moyens pour une meilleure incitation pour la baisse du loyer, particulièrement pour les étudiants ;
17. Proposition d'études de réduction des impôts pour les entreprises de la commune qui mettent l'accent sur l'embauche des jeunes sortant universitaires ;
18. La recherche de partenariat effectif pour la création d'un Club Sportif avec une forte implication de la commune ;
19. La création d'une salle omnisport du nom de « Fodéba KEITA » pour les manifestations sportives, artistiques et culturelles de la Commune ;
20. La création d'un centre de formation sur les corps de métiers divers pour une main-d'œuvre qualifiée pour les entreprises et les besoins de la commune.



Mamadou BARRY, Analyste Financier
E-Mail : biromobocar@gmail.com
Téléphone : +224 628-28-09-09

« C'est dans la COMMUNE que réside la FORCE d'un peuple libre. Les Institutions Communales sont à la Liberté ce que les Ecoles Primaires sont à la Science : elles la mettent à la portée du peuple. Sans Institutions Communales une NATION peut se donner un Gouvernement Libre, mais elle n'a pas l'esprit de liberté... Ôtez la FORCE et l'INDÉPENDANCE de la Commune, vous n'y trouverez jamais que des administrés et point de citoyens. »
Alexis de Tocqueville,

N°	Date	Grp	Matches	Heures	Scores
Premier Tour					
1	Sam. 14/1/17	A	Gabon / G. Bissau	16h00	/
2	Sam. 14/1/17	A	B. Faso / Cameroun	19h00	/
3	Dim. 15/1/17	B	Algérie / Zimbabwe	16h00	/
4	Dim. 15/1/17	B	Tunisie / Sénégal	19h00	/
5	Lun. 16/1/17	C	Côte d'Ivoire / Togo	16h00	/
6	Lun. 16/1/17	C	R. D. Congo / Maroc	19h00	/
7	Mar. 17/1/17	D	Ghana / Ouganda	16h00	/
8	Mar. 17/1/17	D	Mali / Egypte	20h00	/
9	Mer. 18/1/17	A	Gabon / Bur. Faso	16h00	/
10	Mer. 18/1/17	A	Cameroun / G. Bissau	19h00	/
11	Jeu. 19/1/17	B	Algérie / Tunisie	16h00	/
12	Jeu. 19/1/17	B	Sénégal / Zimbabwe	19h00	/
13	Ven. 20/1/17	C	C. d'Ivoire / R.D. Congo	16h00	/
14	Ven. 20/1/17	C	Maroc / Togo	19h00	/
15	Sam. 21/1/17	D	Ghana / Mali	16h00	/
16	Sam. 21/1/17	D	Egypte / Ouganda	20h00	/
17	Dim. 22/1/17	A	Cameroun / Gabon	19h00	/
18	Dim. 22/1/17	A	G. Bissau / B. Faso	19h00	/
19	Lun. 23/1/17	B	Sénégal / Algérie	19h00	/
20	Lun. 23/1/17	B	Zimbabwe / Tunisie	19h00	/
21	Mar. 24/1/17	C	Maroc / C. d'Ivoire	19h00	/
22	Mar. 24/1/17	C	Togo / R. D. Congo	19h00	/
23	Mer. 25/1/17	D	Egypte / Ghana	19h00	/
24	Mer. 25/1/17	D	Ouganda / Mali	19h00	/

MDC

&

CAN 2017

Une même ambition

**Une Jeunesse
Responsable**

**Une Equipe
Solidaire**

**Une Gestion
Participative**

**Un Développement
Durable**

Groupe A
Gabon
Guinée Bissau
Cameroun
Burkina Faso

Groupe B
Algérie
Zimbabwe
Tunisie
Sénégal

Groupe C
Côte d'Ivoire
Togo
Rep. D. Congo
Maroc

Groupe D
Ghana
Ouganda
Mali
Egypte

"Djigui Sèmbè"

MDC
Le Mouvement du Citoyen



Quarts de Finale

N°	Dates	Matches	Heures	Scores
25	Sam. 28/1/17	1er Gr A / 2e Gr B	16h00	/
26	Sam. 28/1/17	1er Gr B / 2e Gr A	19h00	/
27	Dim. 29/1/17	1er Gr C / 2e Gr D	16h00	/
28	Dim. 29/1/17	1er Gr D / 2e Gr C	19h00	/

Demi - Finales

N°	Dates	Matches	Heures	Scores
29	Mer. 1/2/17	Vainq. 25 / Vainq. 28	19h00	/
30	Jeu. 2/2/17	Vainq. 26 / Vainq. 27	19h00	/

Match 3è Place

N°	Dates	Matches	Heures	Scores
32	Sam 4 /02 /2017	Perd. 29 / Perd. 30	19h00	/

Finale

N°	Dates	Matches	Heures	Scores
33	Dim 5 /02 /2017	Vainq. 29 / Vainq. 30	19h00	/



Candidat indépendant



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

leCourrier
deConakry.com

L'information citoyenne
www.lecourrierdeconakry.com
Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences
Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement
Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212 6 70 68 61 70
E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48
Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouvez sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

BAR ADMIRABLE PLEIN AIR



Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

Chez Tonton Dacky



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

TÉL.: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



ACTU CONAKRY

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB



L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com

**Guinée Games**
Million wan waran

 9H00

 11H30

 12H00
Tous les jours à 12 h 00

 13H30

 15H00

BINGO- NAFA-DIAMANT-WINI-
HERI-NATIONAL-JACKPOT
18H00

6 Tirages par jour
42 Tirages par semaine
168 Tirages par mois
2190 occasions par an de devenir **MILLIONNAIRES !**


LOTO 5/90